

## COMPOSITION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE ÉPREUVE COMMUNE : ÉCRIT

**Frédéric Attal, Marie Aynié, Isabelle Dasque, Mathieu Dubois, Frédéric Fogacci,  
Annick Lacroix, Laure Machu, Bibia Pavard, Karine Salomé, Simon Sarlin**

**Coefficient : 3 ; durée : 6 heures**

**Sujet : Les crises des années trente dans le monde (1929-1939)**

Cela faisait quelques années qu'un sujet portant sur l'ensemble du monde – et non plus seulement la France ou le continent européen – n'était tombé à l'épreuve écrite d'histoire du concours B/L, ce qui peut expliquer que la moyenne générale, calculée sur un nombre de copies en nette augmentation par rapport à l'an passé, soit inférieure à celle de l'année 2015 (8,67 contre 8,89), mais reste supérieure à celle de 2014 (8,55). L'écart-type demeure supérieur à 4 (4,06 contre 4,21). Le jury regrette avant tout qu'il y ait eu cette année moins d'excellentes copies : 34 copies ont eu 16 ou plus, contre 55 l'an passé. En revanche, 38 copies ont obtenu la note de 15 contre 21 en 2015. La tendance est confirmée par le fait que sur les 66 admissibles, 46 ont obtenu une note inférieure ou égale à 15. Bien sûr, la majorité des candidats-es ayant 16 ou plus est admissible (19 sur 34 dont les trois « 19 », et 5 sur les 7 candidats-es récompensés d'un 18), mais le fait que sur les 25 premiers admissibles, seuls 9 obtiennent 16 ou plus en histoire démontre que le sujet n'a pas inspiré les très bons candidats autant que le jury l'aurait souhaité. Comme l'an dernier toutefois, sur les 150 premiers candidats classés à l'admissibilité, 11 seulement n'ont pas la moyenne à cette épreuve, ce qui confirme toute l'importance d'une bonne préparation à l'histoire pour ce concours.

Précisons d'emblée, comme les années suivantes, que l'ampleur du sujet ne permettait en aucun cas l'exhaustivité – que l'on ne trouvait évidemment pas dans les trois copies notées 19. L'absence de précisions et surtout des lacunes parfois importantes notamment dans la description autant que dans l'explication de la crise économique et sociale sont cependant principalement à l'origine de copies qui, satisfaisantes pour certaines voire bonnes, ne parviennent pas à s'élever suffisamment au-dessus du lot. Trois autres critères étaient retenus pour distinguer en bien ou en mal les copies : la capacité à expliquer l'enchaînement des crises pour éviter l'effet de juxtaposition de « fiches » qu'offraient de trop nombreuses copies (voir plus loin) ; avoir pensé à parler des politiques anti-crise (pas exclusivement des politiques économiques) ; savoir s'extraire du contexte exclusivement européen et nord-américain.

Dans le premier domaine – la crise économique et sociale –, le jury a été frappé par les erreurs, parfois les contre-sens concernant les mécanismes mêmes qui mènent de la crise boursière à la crise financière puis à la crise économique et à ses conséquences sociales. Est-ce d'ailleurs un hasard si le mot même de « krach » a connu des orthographe diverses et fantaisistes ? Combien de copies, même de qualité, ont parlé d'hyperinflation dans l'Allemagne des années trente ! Avec des erreurs de raisonnement surprenantes pour des candidats qui bénéficient pourtant d'un minimum de culture en économie : ainsi l'effondrement de la consommation expliquerait l'inflation ; celui des matières premières accompagnerait le même phénomène. Rappelons que la République de Weimar, dès 1929, connaît une chute régulière de l'indice des prix à la consommation (moins un tiers entre 1928 et 1932, d'après Peukert ; Kershaw parle quant à lui de « proportions calamiteuses » prises par la chute de la production industrielle, des prix et des salaires). Si le jury comprend qu'il y ait eu une confusion avec le début des années vingt, celle-ci n'aurait pas dû entacher tant de copies. Il s'attendait également à ce que les connaissances en économie des candidats permettent de dresser même sommairement un aperçu des théories explicatives et tentatives de reconstitutions (l'école libérale classique, Keynes et ses disciples), ce qui a rarement été le cas. Enfin, la détresse des chômeurs et la vague de pauvreté qui submerge les États-Unis et l'Europe n'ont pas toujours été bien décrites.

Le manque d'explication de l'enchaînement des crises et, surtout, de questionnement – peut-on considérer que la crise économique de 1929 est la matrice de toutes les crises des années trente ? – est le second point faible de beaucoup de copies qui alignent parfois sagement des fiches. Ainsi, la crise diplomatique des années trente doit être expliquée et pas seulement décrite. Si la politique impérialiste japonaise est, entre autres, la conséquence de la fermeture protectionniste des marchés, peut-on expliquer la « décadence » de la politique extérieure française par la seule conjoncture ? Les attermoissements et lâchetés franco-britanniques devaient être rapportés à un faisceau d'explications plus complexe (les intérêts économiques britanniques, le pacifisme et le traumatisme démographique français, etc.).

Les politiques anti-crise sont souvent peu ou mal abordées. Si le New Deal est la plupart du temps cité, il n'est pas toujours bien expliqué – ses principes, ses limites – et le Front populaire n'est que rarement analysé de façon satisfaisante – sa gestion de la crise entre autres. Enfin, les contre-modèles fasciste et nazi de gestion de la crise ont parfois été abordés, mais de façon maladroite, comme si tout allait pour le mieux grâce à la relance de la production économique menée par Hitler... S'il y eut plusieurs très bons développements sur la crise politique et les solutions proposées (renforcement de l'exécutif, crise du parlementarisme, solution technocratique...), ils sont plus rares que ce qui était attendu. Une fois encore, trop souvent, une fiche « totalitarisme » était rédigée sans aucun lien avec le sujet.

Le jury a en revanche apprécié qu'un nombre non négligeable de copies, même limitées parfois dans d'autres domaines, ait inséré le sujet dans sa dimension d'histoire globale : quelques développements soignés sur l'Amérique latine ou le Japon aussi bien qu'une réflexion, tout succincte fût-elle, sur l'impact réel des crises des métropoles sur les Empires coloniaux. Il y en eut, ce qui montre que l'histoire décentrée fait désormais partie du bagage des khâgneux et autres candidats. Le jury a également été sensible à l'approche civilisationnelle de certaines copies, aux apports historiographiques les plus récents et aux illustrations littéraires ou cinématographiques, et, à l'inverse, déçu quand la seule référence fut *Les Raisins de la colère* (très souvent cité).

Des problèmes de méthode demeurent. Le jury ne partait pas avec un plan préconçu. Il s'attendait, comme de nombreuses copies l'ont fait, à une approche thématique (crise économique et sociale ; crise politique ; crise diplomatique) qui a sa pertinence mais aussi ses limites puisque trop souvent, comme on l'a déjà fait remarquer, l'enchaînement des crises n'était pas soumis à un questionnement critique. D'autres ont essayé un plan chronologique, avec, le plus souvent, une première césure en 1933 et une autre, en 1936, structure qui s'est vite muée en plan chronothématique. Son problème est d'ignorer les tendances plus longues et l'aspect global et mondial des crises. La présence de bornes chronologiques dans l'intitulé du sujet impliquait d'éviter de commencer le devoir par une partie ou sous-partie consacrée aux années vingt. L'intention, louable en soi, de vouloir expliquer qu'une partie des problèmes des années trente ne peut seulement découler de la crise économique ne doit pas conduire à consacrer *a priori* une à plusieurs pages sur les années vingt, sous peine de tomber dans le travers téléologique. C'est la crise des années trente qui amène à s'interroger sur les causes profondes : la démarche ne peut être que régressive. Le même péché téléologique a conduit certaines copies à faire de la Seconde Guerre mondiale un événement inéluctable inscrit dans les gènes de la crise des années trente.

Enfin, au-delà des inévitables perles, heureusement limitées – comme la confusion, à deux reprises dans la même copie, entre la conférence de Munich et celle de Wannsee –, il y eut des erreurs récurrentes de dates et de formulation : entre autres, la confusion entre les deux après-guerres (1918 et 1945) et la surestimation de la domination étatsunienne au détriment le plus souvent d'un Royaume-Uni sous-évalué – conférences de Gênes confondue avec celle de Bretton Woods, mac-carthysme dès les années trente... –, « l'élection » de Hitler à la Chancellerie... sans oublier les métaphores douteuses (la crise comme la maladie financièrement transmissible et la Seconde Guerre mondiale comme « antidépresseur »), etc.

Les motifs de satisfaction ne manquent cependant pas. Beaucoup tentent d'analyser convenablement le sujet, même si la problématique est souvent purement rhétorique et, rappelons-le, les

excellentes copies, bien que moins nombreuses que l'an passé, démontrent la qualité et la maîtrise des connaissances des meilleurs. Insistons une nouvelle fois sur la nécessité de bien développer, illustrer, discuter, argumenter les thèmes abordés, sans entrer dans le détail certes, mais sans chercher non plus à tout considérer, ce qui le plus souvent se traduisait par un survol peu convaincant de la période et du sujet proposés.

## **Éléments de corrigé**

Préambule : *les éléments de corrigé proposés sont à titre indicatif. Ils insistent sur les thèmes qui étaient moins développés dans les copies. S'ils ne prétendent pas à l'exhaustivité, le jury n'attendait pas non plus les trouver tous et tels quels dans les copies.*

La notion de crise (selon la définition courante : rupture d'équilibre et / ou manifestation violente, état morbide, troubles profonds) est nécessairement polysémique et ne saurait être liée à la seule crise économique, mais il est un fait que la crise causée par le krach boursier est devenue un paradigme, à l'aune duquel on évalue et étudie toutes les crises économiques postérieures mais également antérieures. Faut-il rappeler que la crise de 2008 comme avant celle de 1997 renvoie nécessairement dans les médias à celle de 1929, suscitant avant tout la peur de ses conséquences. Un exemple peut l'illustrer : Ben Bernanke, à la tête de la Réserve fédérale des États-Unis entre 2005 et 2014, a fait paraître en 2000 un ouvrage sur la « grande dépression » dont l'exemple l'a sans doute conduit à mener une politique d'injection massive de liquidités au moment de la crise de 2008. Tout cela nous conduit à envisager le caractère long, pluriel et mondial des crises.

Il faut questionner le caractère inévitable de l'enchaînement des crises, comme un jeu de dominos. Au point que les crises deviennent, aux yeux de nombreux acteurs qui les ont vécues, une crise de civilisation qui semble unifier tous les phénomènes affrontés par les contemporains. Il faut ensuite envisager le caractère global – au sens même qu'offre la notion d'histoire globale – de la crise. Comment la crise est ressentie hors des zones économiquement les plus développées. Enfin il ne faut pas considérer que tout ce qui relève de « crises » dans les années trente découle nécessairement de 1929.

Ce qui peut nous amener à la problématique relativement simple qui consiste à faire la part des choses entre ce qui relève de la stricte conjoncture économique et sociale dont on s'aperçoit qu'elle s'améliore pour de nombreux pays et ce que la crise boursière et ses conséquences ont révélé, une crise de civilisation à réinsérer sur le temps médian qui conduit de la Grande Guerre à la fin des années trente. Cela permet d'expliquer que les politiques de sortie de crise dépassent le cadre conjoncturel pour annoncer les bases de la reconstruction de la seconde moitié des années quarante (rôle de l'État comme régulateur, réflexion sur la nécessité de stabilisateurs sociaux, la nécessité également de formes de coopération internationale).

Plan proposé : une première partie centrée sur l'onde de choc de la Grande Dépression qui aborde les thèmes de la crise boursière, économique américaine puis mondiale (et leurs explications), de la crise sociale et de la crise politique et internationale (déstabilisation des démocraties et impérialisme conquérant dans la logique de la politique autarcique des États totalitaires) ; une 2<sup>e</sup> partie, suivant la problématique, se penche sur les crises latentes et montre que plusieurs phénomènes de crise des années trente s'expliquent par l'instabilité permanente depuis l'après-guerre, les diverses formes de fragilité, pour déboucher sur l'idée d'une crise de civilisation ; une 3<sup>e</sup> partie aborde les tentatives de sortie de crise à travers la recherche de nouveaux modèles tant économiques que sociaux et politiques voire internationaux.

## 1. L'ONDE DE CHOC DE LA GRANDE DÉPRESSION

### A) De la crise boursière à la crise mondiale : les principales caractéristiques économiques d'une crise hors du commun

#### a) *Les éléments descriptifs de la crise*

Effondrement des cours de la Bourse, de la production industrielle aux États-Unis, et ailleurs dans le monde. Notons que toute la production industrielle n'est pas frappée de la même façon (écroulement du secteur automobile, tout comme les biens d'investissements alors que les biens de consommations « traditionnels » résistent. Les prix baissent. La reprise est inégale.

#### b) *Extension mondiale et démondialisation*

La faillite du Kreditanstalt autrichien en 1931 cause la ruine de banques partout en Europe centrale. En Allemagne, la chute de banques importantes (Danat) cause les faillites d'entreprises. A l'été 1931 la Sterling est attaquée et la Grande-Bretagne suspend la conversion en septembre. De 1928 à 1938, le commerce mondial des marchandises a diminué de 57% en valeur et de 10% en volume, conséquence des politiques protectionnistes, que l'on décrira plus loin, suivies de politiques de clearing, et de désordres monétaires concomitants. Processus d'involution par rapport à la « première mondialisation ». Le déclin des échanges mondiaux concerne également les mouvements de capitaux dont les flux se sont réduits encore avec l'abandon des réparations allemandes (Conférence de Lausanne, 1932), l'arrêt en 1934 du remboursement des dettes interalliées, le retour des capitaux investis à l'étranger (États-Unis principalement, mais également Royaume-Uni). Tarif Hawley-Smoot voté en juin 1930 par le Congrès américain. Les partenaires des États-Unis perdent à la fois les débouchés et les capitaux américains, d'où la nécessité de fermer à leur tour les marchés, pour éviter la faillite. La préférence impériale britannique est confirmée par les accords d'Ottawa en août 1932. La France reste attachée à la parité or qui demeure jusqu'en 1936, lorsque tous les pays dévaluent (1931 pour la Livre, 1934 pour le dollar).

#### c) *L'impact de la crise ailleurs dans le monde: les ex. de l'Amérique latine et de l'Empire français*

Dans le cas l'Empire français, les archaïsmes du système colonial ont plutôt protégé les colonies. Les conséquences de la crise sont cependant une baisse des investissements de l'État dans les colonies et un frein donc à la politique décidée dans les années vingt par le ministre Albert Sarraut.

Effondrement des cours de matières premières en Amérique latine qui met à mal le modèle de développement économique fondé sur les exportations de ses ressources.

### B) Théories explicatives et tentatives de reconstitution

#### a) *Classiques contre marxistes*

Une première tentative d'analyse oppose les partisans de l'école libérale classique (Lionel Robbins) aux marxistes (Eugène Varga du Komintern).

#### b) *Keynes contre Friedman*

La thèse émise par Keynes (*Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*) récuse la théorie des équilibres naturels défendus depuis Say, met l'accent sur la possibilité d'un sous-emploi dans une économie en croissance du fait d'un blocage des investissements par des épargnants estimant plus rentable de placer leur argent

hors des circuits de la production industrielle. Il s'ensuit une sous-consommation qui pénalise en retour la production et explique l'effondrement des années trente. L'autre thèse, émise par Milton Friedman, entend démontrer le caractère catastrophique de la restriction monétaire imposée par les États après la crise boursière. L'équilibre aurait été possible, à la condition d'une politique de large disponibilité de liquidité. Importance également accordée a posteriori aux effets mondiaux de l'avant-crise. Il en est ainsi de la restriction des investissements américains en Europe (Allemagne), dans les pays dominés, alors que tous ces espaces étaient très dépendants des capitaux. Il en résulte une contraction nette de la demande créant les conditions de surproduction décrites auparavant. Aux États-Unis même, la contraction de la demande intérieure est visible avant le krach boursier.

c) *Reconstitution*

La spéculation fut réelle, fondée sur ce qu'on a appelé les *call loans*, à savoir la possibilité pour les courtiers de recourir à des emprunts des banques, à court terme, dans le but de réaliser des achats d'action pour le compte d'un tiers qui ne payait alors que 10% de la somme (le courtier payait 90%). L'acheteur et le courtier se partageaient les bénéfices. Comme toute spéculation, celle-ci repose sur un marché en hausse et sur un crédit facile. Une restriction du crédit (hausse du taux d'escompte de la Federal Reserve Bank à l'été 1929) peut totalement déstabiliser le marché. Cela dit, la pratique spéculative n'était pas nouvelle et ne permet pas à elle seule d'expliquer la crise. Celle-ci se manifeste par une spirale déflationniste qui engendre à son tour une véritable dépression. Les phénomènes traditionnels de reprise attendue ne surviennent que faiblement au début des années trente.

C) La crise sociale

a) *Chômage et paupérisation*

Le monde des années trente expérimente le maintien de forts taux de chômage (à l'exception de l'Allemagne), avec de fortes disparités régionales. Le chômage persistant entraîne une réduction du temps de travail, davantage un chômage partagé qu'un partage du travail, qui entraîne une baisse des revenus des salariés. Le pouvoir d'achat de certaines catégories a toutefois augmenté du fait de la baisse des prix notamment, à la condition bien sûr que ces catégories possèdent des revenus réguliers (salariés mensualisés par ex.) Le chômage même ne provoque pas des vagues de grèves organisées, mais, *a posteriori*, convainquent les travailleurs ayant un emploi de manifester leur colère et leurs revendications. C'est le cas bien sûr des grèves suivant la victoire du Front populaire ou de la scission provoquée par la naissance de la CIO (1935-36) qui se sépare de l'AFL aux États-Unis. Mais des révoltes ont éclaté : mutineries en Grande-Bretagne en 1931, la marche des « Bonus », la marche de la faim de Dearborn (près de Detroit), noyée dans le sang.

b) *Études et descriptions de la détresse sociale*

Un ex. parmi d'autres, une publication de 13 volumes sur les effets sociaux de la grande Dépression est financée par le Social Science Research Council qui offre un tableau saisissant du découragement qui s'empare des chômeurs plus encore que les effets sanitaires, alimentaires, et autres (sacrifice du budget vêtements) – même si ceux-ci ne sont pas négligeables lorsque l'on sait que 29 personnes sont mortes de faim à New York en 1933, sans oublier les cas de rachitisme, scorbut ou pellagre. Dans le domaine de la littérature et du cinéma, on peut citer la trilogie de James Farrell sur un jeune homme à Chicago (*Le Jeune Lonigan*, *L'adolescence de Studs Lonigan*).

gan, *Le jour du Jugement*) parue entre 1932 et 1935, sans oublier les célèbres *Raisins de la colère* (John Steinbeck, 1939 pour le roman, 1940 pour le film de John Ford), ou encore d'autres films désormais moins connus mais qui ont eu un succès à l'époque comme *My Man Godfrey* de Grégory La Cava, 1936 d'après un roman d'Eric Hatch (voir également les films de Capra).

#### D) Crises politiques et internationales

##### a) *La déstabilisation des démocraties*

En France, l'extrême-droite progresse, notamment avec la Ligue des Croix-de-feu du colonel de la Rocque qui atteint les 300 000 adhérents fin 1935. Les différents scandales qui éclaboussent le Parlement et les gouvernements connaissent un paroxysme avec l'affaire Stavisky. Le 6 février 1934. L'instabilité parlementaire qui a fait renverser quatre gouvernements en moins de 12 mois entre 1932 et 1933 s'ajoute à l'incapacité à résoudre la crise économique. L'expérience même du Front populaire s'est heurtée par deux fois à la censure du Sénat et se révèle un échec politique. Aux États-Unis, demande de l'opinion publique d'un pouvoir fort : mainmise du pouvoir fédéral au détriment des autres (Congrès, États, monde des affaires). Les conditions réelles d'un fascisme aux États-Unis n'ont jamais été réunies mais il y eut des alertes.

La déstabilisation politique en Amérique latine et la naissance des populismes (ex. brésilien et argentin).

La fragilité de la démocratie espagnole et l'échec du *Frente popular* qui débouchent sur la guerre civile.

##### b) *La chute de la république de Weimar*

Blocage de la République de Weimar du fait de l'absence de coalitions solides et majoritaires et de l'absence de discipline parlementaire. Les affrontements de rue dus au mécontentement social et à l'exacerbation des tensions politiques (communistes, nazis...) conduisent à la radicalisation de tous les partis. La gauche marxiste est divisée : le KPD refuse toute perspective d'alliance avec le SPD. L'électorat du NSDAP. L'arrivée au pouvoir de Hitler moins par les urnes que par la faillite et les responsabilités des classes dirigeantes

##### c) *Les égoïsmes nationaux et la montée des tensions*

Éclatement du système monétaire mondial (blocs régionaux ou zones-devises, mark, rouble, yen, dollar et bloc-or). Véritables guerres monétaires. Échec de la conférence de Londres en juin 1933. Échec du bloc or patent en 1936. La logique de la politique autarcique choisie par l'Italie, l'Allemagne et le Japon – à illustrer dans le cas de l'Allemagne par ex. en discutant les impasses de la politique économique de Schacht – conduit à une politique impérialiste de conquêtes. L'Allemagne tente de conquérir par la force les matières premières qui lui manquent. L'ex. japonais est plus parlant encore. Après les sanctions infligées par la SDN, l'Italie réoriente son commerce et l'ensemble de sa politique extérieure vers l'Allemagne. La faiblesse des réactions occidentales face à l'agressivité allemande ou japonaise (à illustrer) conduit à s'interroger sur l'ampleur d'une crise des démocraties qui ne peut simplement découler de la crise économique. La crise est plus profonde et plus ancrée qu'il n'y paraît.

## 2. UNE CRISE DE CIVILISATION ?

La crise révèle et accentue des tendances déjà perceptibles après la guerre voire depuis la fin du siècle dernier.

## A) Le monde développé paie les effets d'un relèvement fragile après la guerre

### a) *Aspects démographiques (ex. français et anglais)*

La France est le pays qui compte le plus de vieux et le moins de jeunes. Les années trente sont en continuité avec les années dix et les années vingt. Le sentiment d'un déclin démographique touche également la Grande-Bretagne. Keynes dénonce en 1937 « le suicide d'une race ».

### b) *La fragilité des économies depuis la fin de la guerre.*

L'importance des dettes et réparations qui engendrent à leur tour une dépendance à l'égard de créanciers prêteurs sur le court terme, dont les États-Unis sont les premiers concernés. Le protectionnisme, qui s'est renforcé nettement dans les années trente, est loin d'être absent avant, de la part de pays européens concurrencés par les nouveaux arrivants du fait de la guerre d'abord et d'infrastructures vieillissantes. La guerre a créé également les conditions d'une croissance agricole des pays non-belligérants, une extension des terrains agricoles. La paix retrouvée, la surproduction est inévitable, créant une « dépression agricole » (sous-consommation des mondes ruraux).

Enfin l'ex. britannique démontre que la crise industrielle dont l'Angleterre est victime remonte plus loin que la Grande Dépression.

## B) Une instabilité politique et internationale récurrente

### a) *Une République mal aimée : le cas de Weimar*

La haine de la République de la part des élites, notamment les propriétaires fonciers encore influents, de l'armée, des hauts fonctionnaires liées à l'ancien régime...

### b) *L'instabilité politique et l'antiparlementarisme français.*

Harold Laski qui séjourna en France en 1927 constata que pour le Français moyen, l'homme politique était nécessairement malhonnête et corrompu. Les mouvements d'extrême-droite préexistent à la crise : les Jeunesses Patriotes de Taittinger ; le squadrisme rural de Dorgères aux idéaux corporatistes et traditionnalistes qui connaît un virage fascisant : anticommunisme, antisémitisme, culte du chef et de la violence. L'antiparlementarisme des associations d'anciens combattants (UNC nationaliste et ARAC proche du PCF). Le questionnement sur la démocratie parlementaire telle qu'elle fonctionne sous la III<sup>e</sup> République n'est pas né de la crise des années trente.

### c) *La fascination pour le fascisme et le communisme comme alternative à la crise des démocraties*

Poser la question du fascisme français. Importance et enracinement du KPD. La fascination des élites intellectuelles pour la Révolution d'un côté et le fascisme de l'autre s'est renforcée avec la crise, les politiques menées en URSS (croissance économique extraordinaire en apparence – la famine en Ukraine et les problèmes rencontrés par l'exécution de la planification peuvent être abordés), mais est également antérieur à la crise, comme en témoigne le poids du KPD en Allemagne.

### d) *La question de la xénophobie et de l'antisémitisme (ex. français et allemand)*

Les lois restrictives concernant l'immigration aux États-Unis ne datent pas de la crise, de même que les décrets pris en 1932 et 1934, par ex., pour limiter le nombre d'étrangers par profession en France ne doivent pas cacher la persistance d'un senti-

ment xénophobe et antisémite en France. Il en est bien sûr de même de l'antisémitisme allemand et nazi – à illustrer – qui ne peut se résumer aux conséquences sociales de la crise économique.

### C) L'aveuglement

#### a) *Le refus de toute évolution au sein des Empires*

La crise sociale accentue le mécontentement politique antérieur aux années trente dans l'Empire français. La politique de réduction des barrières douanières de la France vers ses colonies a un coût qui se répercute sur la fiscalité pesant notamment sur les paysans. Le résultat en est la vente des terres pour les paysans qui ne peuvent peser l'impôt – beaucoup sont emprisonnés. Le phénomène touche aussi le prolétariat urbain car la pauvreté et le chômage dans les campagnes entraînent également un exode rural qui exerce à son tour une pression sur les salariés urbains et les conditions de vie empirent (bidonvilles dont le terme apparaît au Maroc et en Tunisie en 1931).

La crise accentue également les tensions politiques préexistantes. Les revendications modérées d'élargissement des droits et d'accès à la citoyenneté sont rejetées soit par les pouvoirs publics, soit par les colons, comme dans le cas du projet dit Blum-Viollette. Cela conduit à l'isolement des élites modérées et à la radicalisation des nationalistes, à l'exemple connu de Messali Hadj, fondateur du Parti populaire algérien (1937).

L'évolution politique du statut des pays sous l'Empire britannique, malgré la guerre et les promesses, semble bloquée. L'Égypte est un État souverain mais sous contrôle (le traité de Londres de 1936 accorde aux Britanniques le contrôle de la défense, des voies de communication...), mais l'Inde n'obtient pas le statut de dominion demandé. Ce n'est pas le cas des *Dominions* qui, en 1926, en raison de leur importance économique, se voient accorder l'indépendance dans le cadre d'un Commonwealth britannique des Nations débouchant sur le statut de Westminster de 1931. Le statut accroît les différences avec les colonies dont les modes de gouvernements sont très variables, d'où la contestation grandissante, indépendante donc de la crise (campagne de désobéissance civile en Inde menée par Gandhi au début des années vingt et relancée à partir de 1934). On peut aussi évoquer le cas de la Palestine.

#### b) *La paix impossible*

Les conséquences du traité de Versailles et le ressentiment allemand. Le pacifisme diffus en Grande-Bretagne et en France qui explique en partie la passivité de la diplomatie des deux démocraties face à l'Allemagne nazie. L'échec de la SDN dans les années trente traduit son manque de force (désengagement américain, absence de forces armées...).

## 3. COMMENT SORTIR DES CRISES ET APPRENDRE D'ELLES

### A) De nouveaux modèles économiques

Peu d'économistes continuent de défendre le libéralisme économique dans les années 32-33, alors que les années 20 se caractérisaient par la restauration de ce même libéralisme, cependant que les instruments restaient, à savoir l'interpénétration de l'État dans le monde des affaires. Ainsi, en France, naît et demeure la notion de politique économique qui s'esquisse depuis Clémentel jusqu'à Tardieu. Dans les années trente, les critiques fusent.



a) *Keynésianisme et théorie du développement*

Keynes : déplacement de la focalisation sur les prix vers une focalisation sur la demande. D'où l'idée d'une stimulation du marché. Relance de la demande crée une offre supplémentaire.

Recherche sur la théorie du développement à partir de l'ex. des zones déprimées du nord industrialisé de l'Angleterre (en 1943, Paul Rosenstein-Rodan a publié un important essai sur les *Problems of Industrialisation of Eastern and South-Eastern Europe* qui constitue l'une des bases théoriques de l'action de la future BIRD : il y plaide pour un programme d'investissement massif destiné à permettre le décollage d'économies sous-développées incapables de rattraper leur retard).

b) *D'autres solutions proposées notamment en France et en Belgique*

Le corporatisme ; le planisme (inspiré d'Henri de Man) : celui du groupe X-Crise (hauts fonctionnaires, enseignants de l'école polytechnique (X), ingénieurs, industriels) ; plan CGT 1935 (Belin, Lefranc) : nationalisation des crédits, relance de la consommation, plan annuel de l'État.

B) Des politiques anti-crise

a) *Le New Deal*

Parmi les propositions et projets, les « codes Roosevelt » : proposition de réembauche (plus de 16 ans, temps réduit, salaires minimaux, prix limités) en échange d'un label *Blue Eagle*. Réduction forcée mais acceptée ensuite par référendum de la production agricole. Dévaluation monétaire pour relancer la demande et la production. Création du *Civilian Conservation Corps* pour embaucher des chômeurs des 18-25 ans : travaux civils et cours du soir. Allocation aux États et collectivités locales pour embauches. Le *Social Security Act* impose aux employeurs une taxe qui finance le fonds de l'assurance chômage, tandis que patrons et salariés alimentent celui de l'assurance-vieillesse. Encadrement de l'activité industrielle par le NIRA (*National Industrial Recovery Act*). Prise en charge de la détresse agricole par l'*Agricultural Adjustment Act*. Renforcement du *Big labor* (1940 : près de 10 millions de syndiqués). Réduction de la semaine de travail à 35 heures (mais négociations par branches et adaptation souple).

b) *L'expérience du Front populaire*

Les accords Matignon, à la suite des grèves de 1936, sanctionnent la présence des syndicats comme interlocuteurs obligés. Création congés payés (2 semaines) et réduction du temps de travail (40 heures), sans compter l'augmentation des salaires de 10% à 15%. Soutien aux revenus agricoles (Office national interprofessionnel du blé). Cela aurait dû créer une relance, mais la condition essentielle (dévaluation) n'a été réalisée que tardivement en septembre, trop tard pour les effets.

c) *Le redressement anglais : miser sur la finance*

La stratégie de la GB est de privilégier la finance contre l'industrie, la City contre les manufacturiers et le *Labour*. L'Empire n'absorbe pas toute la production britannique, le marché financier aide moins celui-ci. D'où l'idée de laisser à l'Empire, notamment l'Inde, la possibilité de développer une indus-

trie, certes concurrente de celle de l'Angleterre, mais qui permet un apport de capitaux frais vers Londres. Pour maintenir la suprématie de la Livre et pour éviter l'effondrement de la Zone Sterling avec celui de l'Inde ou de l'Australie, le Royaume-Uni accepte les importations venant de ces pays, d'autant qu'ils sont dépendants de lui pour les prêts et les transports maritimes. Avec même d'autres pays hors zone Sterling, comme le montre l'ex. allemand, les Anglais n'étaient pas contre un déficit commercial du moment que la City pouvait voir arriver des capitaux étrangers, l'Angleterre restant créditrice. Lien fort entre stabilité financière, budget en équilibre, et politique d'apaisement qui suppose de ne pas développer l'industrie de guerre.

### C) De nouveaux modèles sociaux et politiques

a) *De l'exemple américain à la réflexion des non-conformistes en France.*

La réforme politique aux États-Unis : le Brain Trust, gouvernement des hommes du président en compétition avec le Cabinet. Multiplication des agences, des commissions parallèles. En France, au Parti radical comme dans d'autres mouvements de gauche, une idée s'étend : le fascisme est condamnable, mais il offre l'image d'un régime jeune et dynamique et il doit être adopté comme méthode d'action, discipline. Cela passe par le renforcement de l'exécutif, la restauration de l'autorité, le corporatisme et l'apaisement avec l'Allemagne. Différentes revues défendent ces points de vue (*Jeune droite, La revue française, La revue du siècle* ou encore *Ordre nouveau*) et développent les mêmes idées. Parmi les solutions proposées, suppression d'une des deux Chambres et son remplacement par une représentation des différentes professions ou de l'élite économique, sociale et intellectuelle. Ces idées vont traverser les années quarante (importance de l'expertise, de l'organisation économique, renforcement de l'exécutif, rationalisation du Parlement)

b) *L'importance de l'organisation syndicale et d'un système de prévoyance social renforcé.*

À travers l'exemple des EU (CIO) ou de la France (Front populaire). La question de l'indemnisation des chômeurs. Une réflexion prépare à l'idée d'un Welfare State.

c) *Pour un système d'organisations internationales*

C'est plus une réflexion née de la guerre mais elle s'appuie sur des travaux et écrits de l'entre-deux-guerres.

Conclusion : elle peut s'articuler autour de deux idées. La remise en perspective de la Seconde Guerre mondiale, ni inéluctable, ni exclusivement déterminée par les crises des années trente ; les crises des années trente dans l'histoire longue des idées et des réformes sociales et politiques réalisées notamment dans les démocraties après la guerre.